



Résumé de la situation de sécurité alimentaire et Nutritionnelle

Sommaire

Résumé de la situation de sécurité alimentaire (p.1)

Analyse de la disponibilité alimentaire (P.2)

- Conditions climatiques (P.2)

- Situation agricole, élevage et aide alimentaire (P.2)

Analyse des prix de marché (P.3)

Malnutrition infantile (p.3)

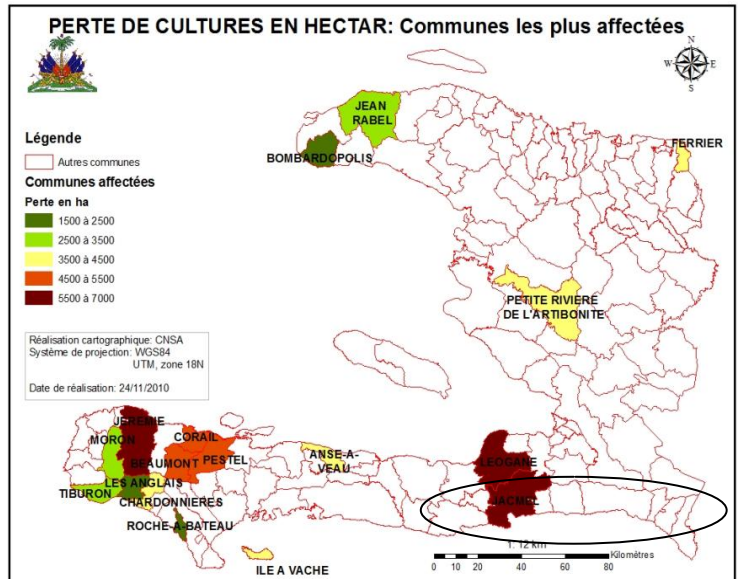
Recommandations (p.4)

Les conditions de disponibilité et d'accès aux aliments qui s'étaient stabilisées durant la période précédente ont tendance à se détériorer suite aux différents chocs subis par la population du Sud-est, notamment le choléra et l'ouragan Tomas. En effet, 55 décès ont déjà été enregistrés suite à l'épidémie de choléra. Un accroissement considérable du nombre de personnes infectées par cette maladie a été observé : le nombre de malades est passé à 606. La majorité des personnes atteintes a été recensée dans la ville de Jacmel, particulièrement dans ses principaux bidonvilles. La zone de Marigot représente aussi l'une des communes les plus touchées par cette maladie. Les communes de Thiotte et de Grand-Gosier sont jusqu'à présent épargnées.

Les conséquences du choléra sur l'agriculture sont néfastes. D'une part, la crainte de consommer certaines légumes comme le chou, la laitue, le cresson, constitue un manque à gagner pour les cultivateurs. D'autre part, la maladie et le décès de certains membres actifs d'une famille entraînent une perte de connaissances et de revenu. De plus, en provoquant un déséquilibre sur le marché entre l'offre et la demande en fruits de mer, le choléra a eu un impact négatif sur le secteur de la pêche, secteur important pour ce département, dont 8 de ses 10 communes sont côtières. D'autant plus que les pêcheurs représentent l'un des groupes les plus vulnérables de la population. Ces chocs internes constituent des facteurs susceptibles d'accentuer l'état d'insécurité alimentaire des ménages concernés.

Outre le choléra, la population du Sud-est a également subi les conséquences désastreuses du passage de l'ouragan Tomas. Le bilan fait état de nombreux dégâts, enregistrés tant au niveau des exploitations agricoles (productions végétales et élevage), de la pêche maritime qu'au niveau des infrastructures routières et agricoles (canaux d'irrigation). Les pertes et dommages les plus élevés ont été constatés dans les communes de Baintet, de Côte-de-Fer, de Jacmel, de La Vallée de Jacmel et de Belle-Anse. Selon le rapport d'évaluation, réalisé par la CNSA après le passage de l'ouragan, des pertes de l'ordre de 12% au niveau de la production végétale, de 10% pour le bétail ont été enregistrées. Les pertes observées au niveau du secteur de la pêche sont estimées à plus de 2 millions de gourdes, suivant le rapport émis par le responsable du projet de pêche maritime de ce Département. Le cyclone a également contribué à un ralentissement du fonctionnement des principaux marchés qui ont été moins achalandés qu'à l'ordinaire. Ce qui a été à la base de la hausse des prix des produits de base locaux et importés au cours de la période à l'étude. Dans un tel contexte, la sécurité alimentaire tend à se détériorer.

A cet effet, le gouvernement et les organisations de développement doivent envisager des interventions rapides dans les différents secteurs affectés tant par le choléra que par l'ouragan Tomas. Il est donc recommandé de : i) mettre en place des programmes d'aide dédiés aux populations les plus démunies afin de les aider à mieux répondre aux différents chocs; ii) conduire une campagne de sensibilisation et d'information de la population sur le choléra. Cette campagne devrait toucher les zones rurales et mettre l'accent sur relations choléra et alimentation, en plus des attitudes d'ordre hygiénique à adopter; iii) mettre en œuvre un plan de développement agricole qui prenne en compte l'état de vulnérabilité du département face aux catastrophes naturelles ; et iv) intensifier des activités de cash for Works durant les périodes de soudure.



Analyse de la disponibilité alimentaire:

Conditions climatiques

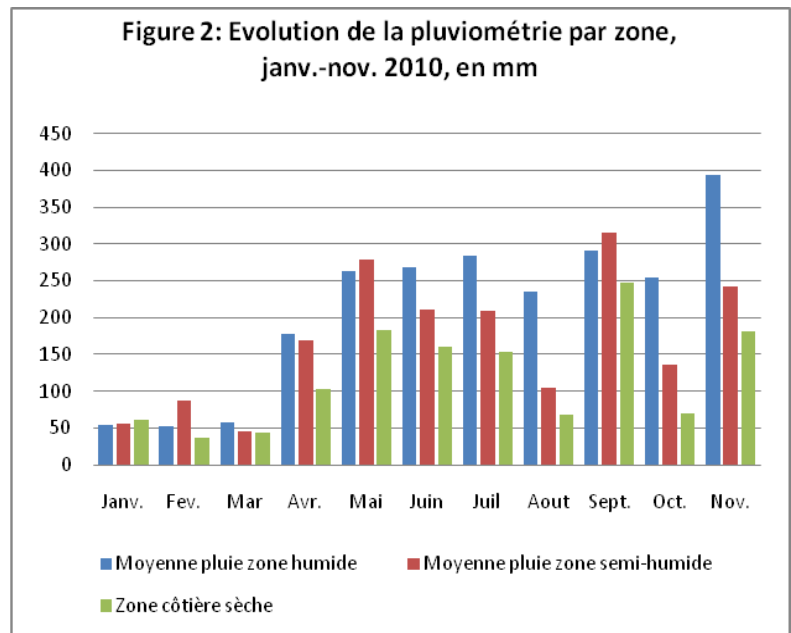
Le cyclone Tomas, qui a frappé le pays les 4, 5 et 6 novembre, a contribué à une augmentation sensible de la pluviométrie dans le département. En effet lors du passage de cet ouragan un maximum de 817 mm de pluie a été enregistré à travers les différentes aires agro-écologiques du département. Ce qui fait que, contrairement à 2009, de fortes pluies ont été enregistrées durant les mois d'octobre et de novembre 2010, soit une moyenne mensuelle de 639 mm. Les précipitations ont été plus importantes au niveau des zones humides (près de 325 mm en moyenne) (fig. 2).

Si la pluviosité enregistrée au début de la deuxième saison pluvieuse de 2010 a été bénéfique pour le développement des plantations de pois congo, de maïs et de sorgho, la grande quantité d'eau versée et surtout les forts vents qui ont soufflé pendant et même après le passage du cyclone Tomas ont eu des incidences négatives sur la production de ces cultures. Cependant, à l'inverse de ce qui s'était produit en 2008 où quasiment toutes les plaines du département avaient été inondées lors des cyclones, très peu de zones ont été submergées lors du passage de Tomas, mis à part les communes de Baintet et de Côte de Fer où les parcelles de haricot et de maïs situées au bord de la rivière moreau ont été envahies par les eaux.

Situation agricole, élevage et aide alimentaire

La période d'octobre-novembre correspond à une courte période de soudure. La récolte de maïs et de haricot de la campagne d'été 2010 (juillet-août), qui s'effectue à partir du mois de novembre, n'est en général pas importante. Par conséquent, la production est insuffisante et ne peut satisfaire à la demande alimentaire sur les différents marchés du Sud-est. D'autant plus que les fortes pluies enregistrées ont contribué à une diminution de la production de haricot, et que des parcelles de *pois Congo* et de sorgho ont été partiellement détruites par les forts vents et les averses provoqués par le cyclone Tomas en novembre. Actuellement, les marchés sont pour la plupart bien pourvus en citrus, surtout de chadèques, alors que l'offre de *pois Congo*, de maïs et de tubercules est faible. En ce sens la disponibilité des aliments locaux accuse une certaine baisse. Par contre, la disponibilité des produits importés reste stable, même si le flux des marchés a diminué suite à la détérioration des infrastructures routières lors du passage de l'ouragan Tomas.

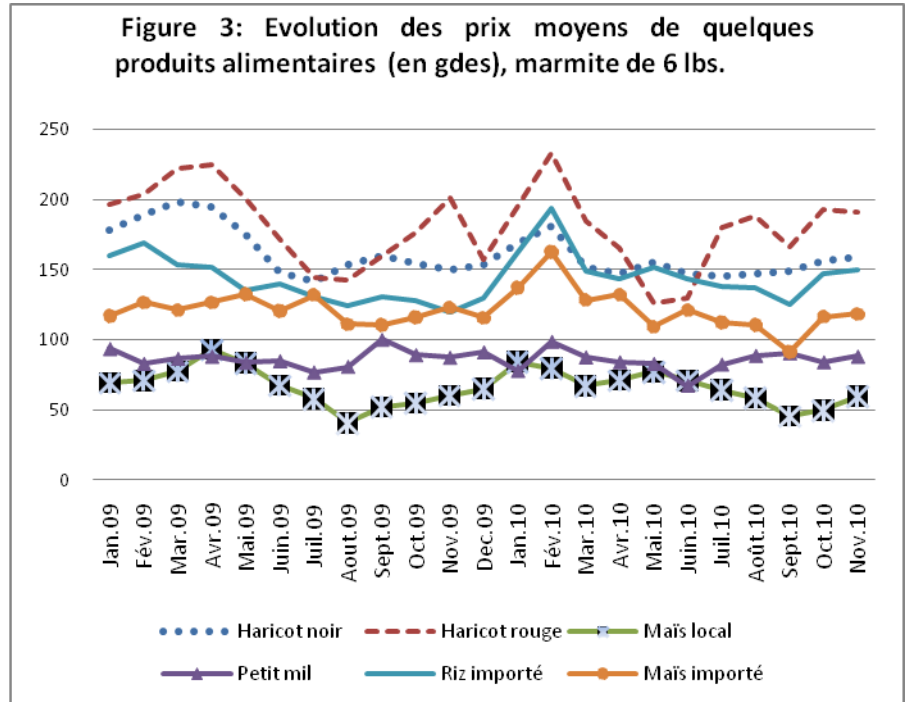
Par ailleurs il faut souligner que la présence de l'épidémie de choléra dans le département a eu un impact négatif sur le secteur de la pêche. Suite à l'apparition de cette maladie, la demande en fruits de mer a subi une baisse considérable. Sur le registre de l'aide alimentaire, durant les mois d'octobre et de novembre, le PAM et l'ACDI/VOCA ont procédé à la distribution de plus de 1800 TM de nourriture à 88 501 familles, dans le cadre des programmes de Food for Works et de prise en charge des mères allaitantes et des enfants malnutris.



Analyse des prix de marché

Comparé à la période précédente, les prix des produits locaux relevés durant les mois d’octobre et de novembre accusent, en général, une certaine stabilité même après le passage de l’ouragan Tomas (graphe 3). Par contre, le prix du *pois Congo* a augmenté sur les différents marchés du Sud-est suite aux dommages causés dans les plantations lors du passage de ce cyclone. Le prix du maïs local a également subi une variation mensuelle positive de 17 %, d’octobre à novembre. La hausse des prix du riz importé, observée à partir du mois de septembre suite à une augmentation du prix sur le marché international, a progressé d’environ 2%. Il en est de même pour le maïs importé (voir graphe 3).

Par ailleurs, les activités de cash for works, introduites par bon nombre d’institutions après le séisme du 12 janvier, ont été graduellement réduites. Or, ces travaux représentent une source importante de revenu pour les ménages pauvres urbains et ruraux. En conséquence, la hausse des prix du riz importé qui représente un produit de grande consommation de la plupart des ménages, la baisse des revenus des familles suite à la cessation des activités de cash for Works, et la détérioration des voies d’accès contribuent largement à une diminution de l’accessibilité alimentaire des personnes les plus démunies de la population du Sud-est.



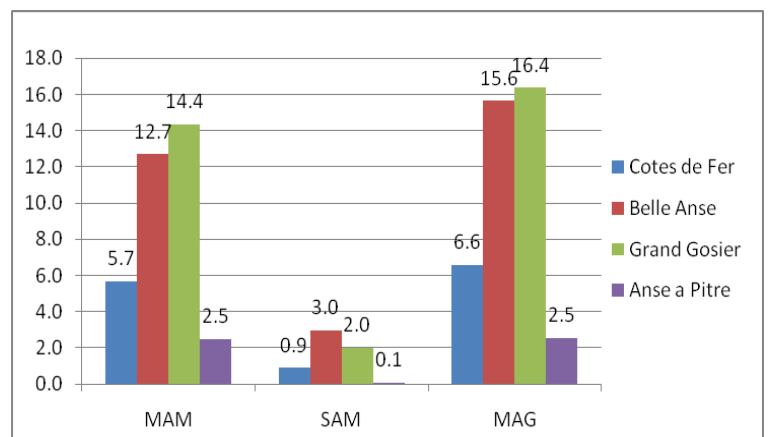
Dans un tel contexte, la sécurité alimentaire tend à se détériorer de plus en plus. A cet effet, le gouvernement et les organisations de développement doivent envisager des interventions rapides dans les différents secteurs affectés tant par le cholera que par l’ouragan Tomas.

Malnutrition infantile

L’analyse de la malnutrition aigue est basée sur les calculs effectués à partir des mesures du périmètre brachial (MUAC) effectuées au cours de la période octobre-novembre 2010. Cette analyse montre une possible détérioration de la situation nutritionnelle dans les prochains mois dans la zone de Grand Gosier et de Belle-anse. Bien que les premiers cas de cholera aient été recensés dans le département du Sud-est à partir d’octobre 2010, il est encore prématuré d’établir des liens entre le statut nutritionnel des jeunes enfants et cette épidémie. Car jusqu’ici la majorité des cas de cholera affectent les adultes.

Considérant la figure ci-dessus, on peut rapidement remarquer que la malnutrition aigue globale(MAG) a atteint le seuil critique de 15% a Belle Anse et Grand

Figure 4: Niveau de la malnutrition infantile dans certaines communes du Sud-est, oct./nov.2010, en %



Gosier. En effet, bien que le niveau de malnutrition aigue-sévère (SAM) varie entre 0.1 et 3% et se maintien stable et en-dessous du seuil critique, le niveau de malnutrition modérée accuse une augmentation considérable. Dans certaines communes, la malnutrition aigue globale présente de grandes fluctuations de l'ordre de 2.5 à 16%.

Recommandations

Pour remédier à la détérioration des conditions de sécurité alimentaire dans le Sud-est, le gouvernement et les institutions de développement devraient adopter certaines mesures, comme :

- La mise en place de programmes d'aide dédiés aux populations les plus démunies afin de les aider à mieux répondre aux différents chocs ;
- La conduite d'une campagne de sensibilisation et d'information de la population sur le choléra. Cette campagne devrait toucher les zones rurales et mettre l'accent sur relations choléra et alimentation, en plus des attitudes d'ordre hygiénique à adopter ;
- La mise en œuvre d'un plan de développement agricole qui prend en compte l'état de vulnérabilité du département face aux catastrophes naturelles ;
- L'intensification des activités de cash for Works durant les périodes de soudure.

Nous apprécierons tout commentaire qui pourrait contribuer à faire de ce bulletin un outil plus utile.

Pour tout commentaire contacter :

Agronome Gerry Delphin : gdelphin@acdivoca-haiti.org, Tél.: (509) 3-675-7142

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) : (509) 2257-6333 ou publication@cnsahaiti.org

Ou Saint-Val Raynold : (509) 3-416-4519; raynoldno@yahoo.fr

Ou Ing-Agr Geoffrin B Saint-Louis (509) 36826164 geoffrinbst@yahoo.fr